



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DU PUY-DE-DÔME

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME  
ARRÊTÉ N°

19 - 01718

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION

BUREAU DE LA RÉGLEMENTATION  
ET DES ÉLECTIONS

REF : 2014-0207 et 2019-0322 (Modif)

**ARRÊTÉ**

autorisant la modification de l'installation  
d'un système de vidéoprotection  
au sein d'un périmètre vidéoprotégé

**La Préfète du Puy-de-Dôme  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** les articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°15-00001 du 6 février 2015, autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection sur la voie publique comportant 22 caméras sur la commune de CLERMONT-FERRAND ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°16-02782 du 6 décembre 2016, autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection sur la voie publique comportant 22 caméras et d'un périmètre vidéoprotégé, sur la commune de CLERMONT-FERRAND ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2017-00934 du 18 mai 2017, autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection au sein d'un périmètre vidéoprotégé sur la commune de CLERMONT-FERRAND ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 19-01256 du 5 juillet 2019, portant renouvellement de la commission départementale de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 19-01650 du 18 septembre 2019, portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture du Puy-de-Dôme, sous-préfète de l'arrondissement de CLERMONT-FERRAND ;

**VU** la demande du 22 juillet 2019, présentée par le Maire de CLERMONT-FERRAND, en vue d'étendre le système de vidéoprotection existant dans sa commune ;

**VU** le rapport établi par le référent-sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection lors de sa réunion du 19 septembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que le système de vidéoprotection déclaré est conforme aux dispositions du code de la sécurité intérieure ;

**CONSIDÉRANT** que le système de vidéoprotection projeté concerne un établissement ouvert au public, particulièrement exposé à des risques d'agression ou de vol et dont les finalités sont :

- la sécurité des personnes ;
- la prévention des atteintes aux biens ;
- la protection des bâtiments publics ;
- la prévention d'actes terroristes ;
- la prévention du trafic de stupéfiants ;

**CONSIDÉRANT** que la durée envisagée pour la conservation des images est de 14 jours ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La modification du système de vidéoprotection comportant 7 périmètres vidéoprotégés avec un enregistrement des images qui s'effectue en mode numérique, est autorisée sur la commune de CLERMONT-FERRAND.

Chaque périmètre vidéoprotégé est délimité géographiquement par les voies suivantes

<b>Périmètre n°1 : La Gare</b>	
Avenue Edouard Michelin	Place Salford
Rue des Jacobins	Avenue de Grande Bretagne
Place Delille	Avenue de l'Union Soviétique
<b>Périmètre n° 2 : Centre-Ville</b>	
Boulevard Berthelot	Boulevard Trudaine
Boulevard Duclaux	Place Delille
Boulevard Aristide Briand	Rue Montlosier
Boulevard Jean Jaurès	Rue André Monier
Boulevard Côte Blatin	Place Gilbert Gaillard
Cours Raymond Poincaré	Rue Fontgiève
Cours Sablon	
<b>Périmètre n°3 : Saint-Jacques</b>	
Boulevard Claude Bernard	Rue de la Rotonde
Place Henri Dunant	Rue du Pont de Saint-Jacques
Boulevard Winston Churchill	Viaduc Saint Jacques
Avenue Léon Blum	
<b>Périmètre n°4 : Fontaine du Bac</b>	
Rue de la Fontaine du Bac	
<b>Périmètre n°5 : La Gauthière</b>	
Boulevard Léon Jouhaux	Boulevard John Kennedy
Rue de Malintrat	Boulevard Edgar Quinet
<b>Périmètre n°6 : Quartiers Nord</b>	
Rue du Cheval	Rue de Chancrole
Rue Maurice Jouanneau	Rue Robert Lemoy
Rue de Gomel	Rue du Château des Vergnes
Rue Alphonse Daudet	Rue Rouvier
Rue de Narvik	Boulevard Etienne Clémentel
<b>Périmètre n°7 : 1<sup>er</sup> Mai - Montferrand</b>	
Rue de Chanteranne	Place de la Fontaine
Rue du Clos Four	Avenue de la République
Rue Debay Facy	

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation qui porte le numéro de référence 2014/0207 correspondant à la demande initiale et le numéro 2019/0248 à la demande de modification en cours, ne vaut qu'au regard des dispositions du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal).

Le dispositif doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en

vigueur et ne doit pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

**ARTICLE 3** : L'autorisation est délivrée pour une durée minimale de conservation des images fixée à 14 jours et ne doit pas excéder 30 jours.

**ARTICLE 4** : Le titulaire de l'autorisation doit tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de transmission au Parquet.

**ARTICLE 5** : Le responsable de la mise en œuvre du système doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer, doivent être données à toutes les personnes concernées.

**ARTICLE 6** : En vue de délivrer sans délai, à la demande des services cités à l'article 9 les images enregistrées, le gérant de l'établissement doit désigner et habilitier un responsable local, ainsi qu'une seconde personne également habilitée en cas d'absence du responsable.

**ARTICLE 7** : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, doit être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'a pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**ARTICLE 8** : Toute personne intéressée peut s'adresser à la Police Municipale de Clermont-Ferrand, 5/4 rue du Docteur Gautrez, 63000 CLERMONT-FERRAND, afin d'obtenir un accès à l'enregistrement qui la concerne ou d'en vérifier la destruction dans le délai prévu par le présent arrêté.

**ARTICLE 9** : L'accès aux enregistrements est ouvert, dans un cadre de police administrative, aux agents de la police et de la gendarmerie nationale, des douanes et des services d'incendie et de secours individuellement désignés et dûment habilités à cette fin par leur chef de service. La durée de conservation des images par ces agents ne peut excéder un mois, sans préjudice des besoins afférents à des procédures judiciaires. Cet accès est valable pour la totalité de la durée de l'autorisation.

**ARTICLE 10** : Dans l'établissement cité à l'article 1<sup>er</sup>, le public doit être informé de manière claire et permanente de l'existence du système et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

L'affichette ou le panneau comportant un pictogramme représentant une caméra, indique le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable auprès duquel toute personne intéressée peut s'adresser pour faire valoir le droit d'accès.

**ARTICLE 11** : L'autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté. Au terme de ce délai, le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable, à solliciter auprès de la préfecture quatre mois avant l'échéance.

**ARTICLE 12** : Toute modification présentant un caractère substantiel (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images) doit impérativement faire l'objet d'une déclaration auprès de la Préfecture du Puy-de-Dôme - (Direction de la Réglementation - Bureau de la Réglementation et des Élections). À défaut, après mise en demeure de son titulaire de présenter ses observations, l'autorisation accordée pourra être retirée, en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisé et, en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

**ARTICLE 13** : Cette autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy-de-Dôme.

Elle peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Telerecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 14** : L'arrêté préfectoral n°15-00001 du 6 février 2015, autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection sur la voie publique comportant 22 caméras sur la commune de CLERMONT-FERRAND est abrogé.

**ARTICLE 15** : L'arrêté préfectoral n°16-02782 du 6 décembre 2016, autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection sur la voie publique comportant 22 caméras et d'un périmètre vidéoprotégé, sur la commune de CLERMONT-FERRAND est abrogé.

**ARTICLE 16** : L'arrêté préfectoral n°2017-00934 du 18 mai 2017, autorisant l'installation d'un système de vidéoprotection au sein d'un périmètre vidéoprotégé sur la commune de CLERMONT-FERRAND est abrogé.

**ARTICLE 17**: La secrétaire générale de la préfecture du Puy-de-Dôme et le directeur départemental de la sécurité publique du Puy-de-Dôme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire de CLERMONT-FERRAND .

Fait à CLERMONT-FERRAND, le

**27 SEP. 2019**

**Pour la Préfète et par délégation,  
La Secrétaire Générale,**



Béatrice STEFFAN